



FORMULAIRE DE DEMANDE D'AIDE DINAII- VOLET « ACTIONS COLLECTIVES »

(DISPOSITIF NATIONAL D'AIDE A L'INVESTISSEMENT IMMATÉRIEL POUR LES ENTREPRISES AGROALIMENTAIRES)

APPEL À PROJET N°2 AU TITRE DE L'ANNÉE 2020

Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de Nouvelle-Aquitaine

SREAA - Site de Bordeaux - 51, rue Kiéser - CS 31387 - 33077 Bordeaux Cedex - courriel : sreaa.draaf-nouvelle-aquitaine@agriculture.gouv.fr

Veuillez transmettre l'original à la DRAAF par courrier, ainsi qu'une copie du dossier sous format électronique, et conserver un exemplaire

CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION

N° de dossier OSIRIS : _____

Date de réception : ____/____/____

INTITULÉ DE L'ACTION COLLECTIVE PROPOSÉE :

Le présent formulaire doit concerner une seule action collective. Dans le cas où le porteur déposerait plusieurs projets en même temps, un formulaire pour chacun doit être déposé à la DRAAF.

1- LE PORTEUR DE PROJET BENEFICIAIRE

N° SIRET : ____ N° de récépissé en préfecture : _____

N° RNA _____

STATUT JURIDIQUE :

EURL, SCEA, SARL, SA, SAS, SNC, SCI, Société coopérative, Union de coopératives, association loi 1901, collectivité, groupement de communes, autres...

NOM DU BENEFICIAIRE / RAISON SOCIALE du demandeur pour les personnes morales :

APPELLATION COMMERCIALE du demandeur pour les personnes morales : *(le cas échéant)*

Adresse :

Code postal : ____

Commune : _____

☎ : ____

Mél : _____

Représentant(e) légal(e) *(personne désignée par les statuts)* :

Nom, Prénom : ____

Nom, Prénom du responsable du projet *(si différent)* : ____

Adresse :

Code postal : ____

Commune : _____

☎ : ____

Téléphone portable professionnel : ____

Mél : _____

COORDONNEES DU COMPTE BANCAIRE SUR LEQUEL LE VERSEMENT DE L'AIDE EST DEMANDE

Vous avez un compte bancaire unique ou plusieurs comptes bancaires pour le versement des aides. Veuillez donner ci-après les coordonnées du compte choisi pour le versement de la présente aide, et joindre un RIB :

IBAN FR _____

BIC :

1.1 Si le porteur est une association

Merci de renseigner les tableaux suivants :

Moyens Humains (au 31 décembre de l'année écoulée)		
	Nombre	En équivalent temps plein (ETP)
Personnels salariés	_ _ _	_ _ _
Volontaires (personne engagée pour une mission d'intérêt général par un contrat spécifique par ex. service civique)	_ _ _	_ _ _
Personnels mis à disposition ou détachés par une autorité publique	_ _ _	_ _ _
Total des moyens humains	_ _ _	_ _ _

Nombre d'adhérents (personne ayant marqué formellement son adhésion aux statuts de l'association)	
Nombre d'adhérents TPE - PME	_ _ _
Nombre d'adhérents autres entreprises	_ _ _
Nombre d'adhérents organismes de formation ou de recherche	_ _ _
Nombres d'autres types d'adhérents	_ _ _

1.2- ROLE DU BENEFICIAIRE

Bénéficiaire direct : ☐ Dans ce cas, ne pas renseigner les rubriques surlignées en jaune
ou

Porteur transparent : ☐ Dans ce cas, renseigner également les rubriques surlignées en jaune

1.3 LISTE DES ENTREPRISES BENEFICIAIRES DU PROJET DANS LE CAS D'UN PORTAGE TRANSPARENT

Dans le cas où le demandeur est un porteur transparent, indiquer la liste prévisionnelle des bénéficiaires de l'aide dans le tableau ci-dessus et à défaut, le nombre d'entreprises cibles a minima touchées par l'action :

|_|_|_|_|

Dénomination	N° SIRET

3.3 MECANISME DE RÉPERCUSSION DE L'AIDE AUX BENEFICIAIRES DANS LE CAS DU PORTAGE TRANSPARENT

Indiquer par quel mécanisme l'aide va être répercutée aux entreprises bénéficiaires : *(facturation de la prestation, à un prix réduit par rapport au marché par exemple)*

4- ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR *(cocher les cases nécessaires)*

Je soussigné, NOM :

Prénom :

Agissant en qualité de :

En vertu de la délibération du *

(* préciser la nature de l'organe délibérant, et la date)

☐ **demande (nous demandons) à bénéficier des aides aux actions immatérielles collectives au titre du DiNAII-AC**

Je suis informé(e) (nous sommes informés)

- ◆ ☐ que l'éligibilité du public cible est une condition majeure pour l'attribution de l'aide de l'Etat au titre du DiNAII et que pour vérifier cette éligibilité, je dois m'assurer que les participants ou destinataires de l'action pour laquelle je sollicite l'aide sont des PME du secteur agroalimentaire et qu'elles ne sont pas des « entreprises en difficulté », d'après la définition européenne (une entreprise remplissant au moins l'une des conditions listées au point 18 de l'article 2 du RGEF).
- ◆ ☐ qu'en cas d'irrégularité ou de non respect de mes (nos) engagements, le remboursement des sommes perçues sera exigé, majorées d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.

J'atteste (nous attestons) sur l'honneur :

- ◆ ☐ Ne pas avoir sollicité pour le même projet, une aide autre que celles indiquées sur le présent formulaire de demande d'aide, pour la même action collective
- ◆ ☐ L'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes,
- ◆ ☐ Que l'organisme au nom duquel j'interviens est à jour de ses obligations légales, administratives, sociales, fiscales et comptables,
- ◆ ☐ Ne pas récupérer la TVA (si les dépenses sont présentées TTC),
- ◆ ☐ Que je n'ai pas commencé l'exécution de ce projet avant la signature de cette demande d'aide.

Je m'engage (nous nous engageons), sous réserve de l'attribution de l'aide :

- ◆ ☐ A réaliser les actions du programme prévues dans la présente demande d'aide,
- ◆ ☐ **A respecter la réglementation relative aux aides d'État et vérifier l'éligibilité du public cible,**
- ◆ ☐ A informer la DRAAF de toute modification de ma situation, de la raison sociale de ma structure, des engagements ou du projet,
- ◆ ☐ A permettre / faciliter l'accès à ma structure aux autorités compétentes chargées des contrôles pour l'ensemble des paiements que je sollicite pendant 10 années à partir de la date du paiement du solde de la subvention,
- ◆ ☐ A ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (publics), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet »,
- ◆ ☐ A assurer la publicité relative à l'intervention d'un financement de l'État sur mes média de communication (plaquette, site web, présentation...), à prendre les mesures nécessaires pour que les bénéficiaires des actions financées au titre du DiNAII soient informés de la participation financière de l'État,
- ◆ ☐ A détenir, conserver, fournir tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération et/ou de démontrer que l'aide accordée revient effectivement aux opérations figurant dans la présente demande, qui pourrait être demandé par l'autorité compétente pendant 10 années à partir de la date du paiement du solde de la subvention : factures et relevés de compte bancaire pour des dépenses matérielles, tableau de suivi du temps de travail pour les dépenses immatérielles, comptabilité... .
- ◆ ☐ **A fournir à la dernière demande de paiement les indicateurs et livrables figurant dans la fiche action jointe**

5-PIECES JUSTIFICATIVES A FOURNIR

Pièces	Type de demandeur concerné / type de projet concerné	Pièce jointe	Pièce déjà fournie à la DRAAF	Sans objet
Exemplaire original du présent formulaire de demande d'aide complété et signé , dont fiche action complétée voire dupliquée selon les sous-actions	Tous demandeurs	<input type="checkbox"/>		
Annexe 2 - dépenses prévisionnelles - complétée	Tous demandeurs	<input type="checkbox"/>		
K bis ou arrêté d'agrément	Si le demandeur est une forme sociétaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Délibération de l'organe compétent approuvant le programme de l'action et le plan de financement	Si le demandeur est une structure publique ou une association	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Copies des demandes déposées auprès des autres financeurs publics la même année	Le cas échéant	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Copie des accords de financements des autres financeurs publics la même année		<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Exemplaire des statuts	Si le demandeur est une forme sociétaire ou une association	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Composition du CA et du Bureau		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Rapport d'activité	Tous demandeurs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Bilans et comptes de résultats des 2 derniers exercices accompagnés des rapports du commissaire aux comptes	Tous demandeurs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Budget prévisionnel de l'année en cours	Tous demandeurs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Pièces justificatives des dépenses prévisionnelles (devis, attestations, fiches de paie...)	Tous demandeurs	<input type="checkbox"/>		
Relevé d'identité bancaire (ou copie lisible) du porteur	Tous demandeurs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Liste des aides publiques perçues les 3 dernières années	Tous demandeurs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Attestation "de minimis entreprise" si nécessaire	Si porteur transparent, attestation de chaque entreprise bénéficiaire	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration,

☐ j'autorise

☐ je n'autorise pas ⁽¹⁾

l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.

⁽¹⁾ Dans ce cas, je suis informé(e) qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide. Toutefois, cette option ne fait pas obstacle aux contrôles et investigations que l'administration doit engager afin de procéder aux vérifications habituelles découlant de l'application des réglementations européennes et nationales.

Fait à _____ le _____

Signature du demandeur :

Cachet de l'organisme

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à instruire votre dossier de demande d'aide publique. Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978 modifiée, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez vous adresser à la DRAAF.

6- FICHE SOUS-ACTION

- Chaque sous-action de l'action collective doit être présentée en utilisant la fiche sous-action ci-après :

Porteur du Projet		
Localisation du Projet		
Intitulé de la sous-action		
Numéro de la sous-action		
Type ⁽¹⁾		
Partenaires		
Entreprises bénéficiaires ⁽²⁾	Nombre, taille et autres caractéristiques...	
Entreprises bénéficiaires indirectes de l'action ⁽³⁾	Nombre, caractéristiques	
Contexte et enjeux	Présenter le contexte, les enjeux et la problématique principale, le cas échéant le lien avec une action précédemment réalisée.	
Description de la sous - action	Décrire précisément la sous-action avec son contenu, le type d'accompagnement, le nombre de jours d'accompagnements intra et inter-entreprise, et si recours à un prestataire externe.	
Durée de la sous-action	Préciser les dates de début et de fin	
Résultats attendus	Qu'est-ce que l'action apporte de nouveau ? <ul style="list-style-type: none"> Nouvelles entreprises accompagnées Apport au niveau des entreprises en termes de compétitivité, compétence et emploi, impact environnemental... 	
Indicateurs (qui seront renseignés dans le rapport d'exécution remis à la fin de l'action)	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'entreprises impliquées Nombre de nouvelles entreprises accompagnées Nombre de participants mobilisés au cours des animations ... 	
Livrables (qui seront transmis avec la demande de paiement)	<ul style="list-style-type: none"> Rapport d'exécution Répartition réelle des moyens humains impliqués dans cette étape Compte rendu de réunions ou de COPIL Liste des bénéficiaires/dépt, domaine d'activité, effectif salarié... Liste et qualité des participants aux journées Résultats d'enquête Diagnostics et plans d'action réalisés Guide mis en place ou support pédagogique ... 	
	DEPENSES	
Dépenses sur facture liées à l'action ⁽⁴⁾	Nature	Montant (préciser : <input type="checkbox"/> HT ou <input type="checkbox"/> TTC)
		_ _ _ _ _ _ , _ _
		_ _ _ _ _ _ , _ _
		_ _ _ _ _ _ , _ _
	TOTAL	_ _ _ _ _ _ , _ _

Frais salariaux ⁽⁵⁾	Nom et prénom de l'agent	Fonction	Nb total de jours consacrés à la sous action	Montant des frais salariaux liés à la sous-action
				_ _ _ _ _ _ , _ _
		TOTAL		_ _ _ _ _ _ , _ _
Frais de déplacement, d'hébergement et de restauration	Description des dépenses			Montant de la dépense éligible
	Transport			_ _ _ _ _ _ , _ _
	Hébergement			_ _ _ _ _ _ , _ _
	Restauration			_ _ _ _ _ _ , _ _
		TOTAL		_ _ _ _ _ _ , _ _
Dépenses générales indirectes - forfait 15 % des frais salariaux ⁽⁶⁾	Total : _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _ 			
Coût total de la sous-action	 _ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _ €			
Régime d'aide activé ⁽⁷⁾				
Financements sollicités totaux	MAA (DiNAII) :		_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _	
	Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine		_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _	
	Autre (préciser)		_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _	

(1) - Conseil audit et diagnostic ; formation et mutualisation ; coopération

(2) - Qui participent à l'action et bénéficient de l'aide

(3) - Qui participent à l'action mais ne bénéficient pas d'aide

(4) Intervenant extérieur, location de salle, conception, réalisation, achat de documents et supports pédagogiques, imprimerie, prestation de service, frais de déplacement donnant lieu à une facture, etc.

(5) Le montant des frais salariaux liés à la sous-action se calcule ainsi : salaire chargé pour la période concernée (salaire brut + les cotisations patronales) x le nombre de jours consacrés à l'action / le nombre total de jours travaillés pour la même période

Total brut chargé annuel = Salaire brut de l'agent annuel + Charges patronales annuelles

Le nombre de jours travaillés par an peut varier selon les modalités d'application de l'aménagement du temps de travail choisies dans la structure qui demande l'aide. Son mode de calcul doit être justifié et pourra faire l'objet d'un contrôle.

(6) Les dépenses imputables à la réalisation du projet, et qui ne sont pas ventilées sur les différents postes de dépenses directes (liées à l'action et les frais de rémunération du personnel) sont des dépenses indirectes. Il s'agit des coûts logistiques des agents ayant travaillé sur les actions du projet (bureaux, téléphone, internet, informatique, fournitures, chauffage...).. Elles sont éligibles à hauteur de 15 % de l'enveloppe totale des frais de personnel participant à l'action collective. Ce montant forfaitaire représente les frais indirects (ou de structure).

(7) **Régimes « généraux »** (basés sur le RGEC)

SA 40453 – Aides PME

SA 40391 – Recherche, développement, innovation

SA 40207 - Formation

Régime « agricole » (basé sur les LDAF)

SA 50627 – Coopération dans le secteur agricole et agroalimentaire

Aides de minimis

Je, soussigné (e), NOM :

, Prénom :

Agissant en qualité de :

Fait à Le

Signature(s) du demandeur :

Cachet de l'organisme :